

Saint-Sauveur : Comment respirer avec un seul poumon ?

- > La pénurie d'eau et le coût de l'énergie rendent l'exploitation d'une piscine surdimensionnée intenable.**
- > Les plantes sur le toit ne peuvent pas compenser les arbres et la terre ouverte qui seront artificialisés pour la piscine.**
- > La densification doit passer par de petites interventions, la rénovation et l'utilisation de logements vides plutôt que par des projets à grande échelle.**

Le 10 juillet 2022

Pour la ZAC Saint Sauveur, [une nouvelle concertation a été lancée](#) pour prendre en compte la modification apportée à la construction d'une piscine olympique sur le Belvédère, car ce type d'intervention nécessite de montrer la gestion prudente des ressources en eau et la protection des aquifères.

Compte tenu de la probable pénurie future d'eau douce, de l'augmentation du coût de l'énergie et de la nécessité de disposer d'un terrain ouvert dans les limites de la ville, ce qui contribue à atténuer les effets du changement climatique, Volt estime que la piscine olympique ne devrait pas être construite et pas non plus sur ce site choisi. Nous sommes donc favorables à la rénovation de la piscine Marx Dormoy et d'autres piscines existantes.

Volt souligne l'importance des projets de construction à plus petite échelle pour densifier la ville. Ces projets devraient se concentrer avant tout sur la création de logements sociaux et sur la rénovation des bâtiments existants afin de protéger les

habitants du changement climatique. Nous voulons également trouver des moyens de mettre sur le marché les logements vides au lieu de construire à grande échelle sur les derniers terrains du centre-ville qui se prêtent à la construction d'un parc.

La citadelle est notre seul poumon et si nous intensifions les constructions et l'artificialisation, respirer deviendra de plus en plus difficile avec un seul poumon. Nous souhaitons donc que Saint Sauveur soit transformé en parc.

Une piscine hors du temps et mal placée

Une grande partie [du sud de l'Europe subit une sécheresse sans précédent](#) et le nord de la France fait également partie des zones qui devraient souffrir de graves sécheresses à l'avenir. Les études de la MEL montrent un [bilan fragile](#) entre l'eau douce consommée dans la zone de la MEL et les capacités des trois aquifères qui la fournissent (la Nappe de la Craie, des calcaires du carbonifère et l'eau de la Lys) avec des disponibilités entre 222 000-250 000 m³/j vis-à-vis des besoins de 180 000-190 000 m³/j. [Le risque est important que l'eau douce devienne une ressource limitée dans un avenir proche](#) et, compte tenu de l'équilibre déjà fragile, nous devons éviter les projets pharaoniques qui pourraient dans quelques années être limités dans leur utilisation alors que nous luttons pour maintenir l'approvisionnement en eau douce pour la population.

De plus, la guerre en Ukraine et les augmentations des prix de l'énergie commencent également à peser sur les infrastructures publiques qui tentent de réduire leur consommation d'énergie. Premières victimes : les piscines publiques qui cessent de chauffer l'eau ou ferment complètement. Avec la poursuite du conflit et des relations tendues avec la Russie dans un avenir prévisible, nous prévoyons également des contraintes futures en ce qui concerne l'exploitation d'une piscine olympique des dimensions susmentionnées d'une manière financièrement viable.

Considérant que le projet ne sera pas achevé à temps pour profiter des Jeux Olympiques de 2024 à Paris et face aux risques de son exploitation compte tenu des augmentations significatives du coût de l'énergie et des ressources en eau contraintes, nous pensons, que cette piscine n'est pas un projet pour le présent, ni pour l'avenir.

De même, nous critiquons le choix de l'emplacement de la piscine sur un terrain avec une végétation existante qui ne fait pas partie de la friche. La végétation sur les toits ne compense pas le manque d'arbres et de terre ouverte pour capter l'eau de pluie. Dans le monde entier, [les villes construisent des zones éponges](#) pour absorber l'eau

de pluie et [gérer le microclimat](#), en intégrant les effets du changement climatique dans leur planification urbaine et spatiale. Le Belvédère devrait servir cet objectif et nous ne pensons donc pas que le choix de l'emplacement de la piscine soit judicieux si les capacités à absorber les pluies torrentielles, à alimenter les ressources en eau souterraine et à influencer positivement le microclimat des environs sont des priorités de la ville et de la métropole.

Construire pour les habitants, pas pour les promoteurs

Bien que ne faisant pas nécessairement partie de cette concertation, nous souhaitons également exprimer nos préoccupations quant à la nature générale du projet. Il peut bien sûr prétendre être plus écologique que la friche actuelle - notamment en ce qui concerne la gestion et la conservation des ressources en eau. Mais il s'agit là d'une barre bien basse à franchir, car être plus écologique qu'une surface bétonnée n'est pas une grande réussite. Nous aurions préféré que la friche Saint-Sauveur soit dé pavée, nettoyée et transformée dans la deuxième grande surface verte au centre-ville. Dans le cadre d'une stratégie nationale de "zéro filet d'artificialisation", la Friche pourrait servir à équilibrer les terrains perdus dans la ville pour d'autres projets de construction.

Nous sommes tout à fait conscients de la nécessité de construire des logements abordables et de densifier notre tissu urbain. Cependant, le faire par le biais de projets à grande échelle sur les derniers terrains restants, qui pourraient modifier considérablement le caractère de Lille en tant que ville grise et polluée, n'est ni durable ni responsable. 100 appartements sociaux d'ICF habitat ont été supprimés pour en construire 700 nouveaux parmi environ 2000 nouveaux appartements. Faisons le calcul : [en considérant 16000 demandes de logements sociaux en 2018](#) et 700 HLM en cours de construction dans le projet Saint Sauveur de 2000 logements, il faudrait construire 45000 logements à Lille pour couvrir la demande de logements sociaux. Cela s'ajoute aux [140 000 logements existants \(2019\)](#) et signifierait une croissance supplémentaire de la ville de 30%. Rappelons qu'entre 2013 et 2019, [8286 appartements ont été construits à Lille](#). À ce rythme, il faudrait continuer à construire pendant 33 ans pour couvrir toutes les demandes de logements sociaux. Un ratio de seulement 35% de logements sociaux n'est dans ce contexte pas soutenable.

Nous tenons également à souligner qu'avec la suppression de la Taxe d'habitation, la municipalité va perdre l'un de ses principaux moyens de revenus. Le gouvernement fournira une contribution compensatoire mais basée sur un coefficient défini sur la base des chiffres de 2017 et 2020 qui ne sera réévalué qu'en 2024. La compensation favorisera également [la construction de bureaux au lieu de logements](#) et [de logements de qualité au lieu de logements sociaux](#). N'oublions pas non plus que les équipements et services nécessaires à tous ces nouveaux bâtiments ne pourront plus être financés par la taxe

d'habitation. Plus on construit de nouveaux logements, plus [on risque de grever le futur budget municipal](#) pour fournir les infrastructures et les services que les habitants sont en droit d'attendre.

Une solution alternative serait de se concentrer sur la rénovation et l'utilisation du parc de logements existants. Selon l'INSEE, [il y a 13000 logements vides à Lille](#). Au lieu de construire de nouveaux appartements pour les 30 prochaines années, une approche plus durable pour répondre aux besoins en logements sociaux, sans risquer de grever le futur budget municipal, serait de rendre ces appartements utilisables. Oui, cela signifierait moins de construction et plus d'activités de rénovation. Cela nécessiterait également l'introduction et l'application d'une législation telle que l'[Empty Dwelling Management Order au Royaume-Uni](#), mais nous devons nous efforcer d'utiliser nos ressources plus efficacement et laisser 10 % de notre parc de logements vides est un énorme gaspillage de ressources.

Sources

- Projet Saint-Sauveur - Enquête publique du 10 juin au 11 juillet 2022 inclus ([lien](#))
- Les Echos - Sécheresse : l'Europe durement touchée, juillet 2022 ([lien](#))
- La Baronne / Cifaf - Pénurie d'eau : Le jour zéro approche à grands pas ([lien](#))
- Ville de Lille - Enquête Publique - Demande d'autorisation modificative (...) - réponse aux avis émis sur le projet ([lien](#))
- (de) Stern - Pénurie d'énergie : les piscines de Dresde ferment pendant les vacances, juillet 2022 ([lien](#))
- Les éclaireurs - Les Sponge-city, le modèle chinois pour lutter contre les inondations, novembre 2020 ([lien](#))
- (en) The mayor - Budapest prépare un concept de "ville éponge" alors que les inondations estivales s'intensifient, juin, 2022 ([lien](#))
- (en) Earthbound - Le dépavage peut être une adaptation climatique vitale, août, 2021 ([lien](#))
- La Voix du Nord - Ces 16 000 ménages qui frappent à la porte des HLM, janvier 2019 ([lien](#))
- Insee - Logement en 2019 ([lien](#))
- (en) Wikipédia - Ordre de gestion des logements vides ([lien](#))
- France Urbaine - Le coefficient correcteur - l'illusion du hold-up, décembre 2021 ([lien](#))
- La Gazette des communes - Les conséquences de la suppression de la taxe d'habitation sur la construction de logements, octobre 2021 ([lien](#))
- Ouest France - Fin de la taxe d'habitation. Les communes vont-elles se rattraper sur la taxe foncière ? - septembre, 2021 ([lien](#))

À propos

En tant que premier véritable parti paneuropéen, Volt s'engage à réformer l'Union européenne et à répondre aux défis de nos jours de manière coordonnée au niveau européen. La vision de Volt : une Europe progressiste avec une société inclusive, une économie qui protège le climat, un système éducatif adaptable et une numérisation autodéterminée.

Volt est convaincu que seule une participation démocratique de tous les citoyens et toutes les citoyennes européens nous préparera à un avenir durable, économiquement fort et socialement juste. Voilà pourquoi Volt agit à tous les niveaux - du local à l'europpéen, en tant que mouvement et parti. Le mouvement donne à toutes et à tous une voix et la possibilité de s'engager politiquement à partir de la société. Aujourd'hui, Volt est présent dans toute l'Europe : des milliers de personnes de tous âges et de toutes professions s'engagent dans 30 pays européens avec des équipes dans des centaines de villes.

Contact

Sven Franck - Co-président de Volt France

Mail : sven.franck@volteuropa.org

Eric Galera - Responsable des relations presse

Mail : eric.galera@volteuropa.org

Plus d'information sur notre [site web](#) | [Facebook](#) | [Twitter](#) | [Instagram](#)